



Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Suite au groupe de travail académique du 12 janvier, le département de l'Eure-et-Loir connaîtra une perte de 88 heures dans le second degré.

Le document nous parle d'une baisse des effectifs, que nous préférons nommer « micro-baisse » puisqu'elle concerne à peine un élève par collègue.

Malheureusement, elle s'accompagne d'une forte baisse des heures : 257 pour être exact.

Dans le document, nous avons tout d'abord été fort surpris de constater le passage de 4 à 3 catégories d'établissements. En soi, même si on abandonne la locution « très défavorisé », peut-être trop politiquement incorrect, cela n'améliore absolument pas le taux de CSP défavorisées ni le taux de boursiers représentés.

Ensuite, le regroupement sous la bannière « intermédiaire » de collèges extrêmement divers peut aussi prêter à sourire, si on ne constatait pas une forte augmentation de la moyenne des effectifs par division.

Nous déplorons ainsi le passage de 191 divisions à plus de 26 élèves en 2017-2018 à 225 à la rentrée prochaine, dont 14 dans la catégorie « défavorisé » qui n'avait jamais été concernée jusqu'à aujourd'hui : collèges de Senonches, Toury et Brossolette à Nogent-le-Rotrou.

Plusieurs établissements ont 3 niveaux à fort effectif : Gallardon, Maintenon, Illiers, et surtout Luisant et Hélène Boucher, avec des élèves en ULIS toujours non comptabilisés, ce que nous continuons de regretter.

Le SE-Unsa déplore aussi que les effectifs **réels** des établissements soient parfois d'autorité diminués par les services sans prétexte cohérent, comme de nombreux collègues nous l'ont rapporté.

Par conséquent, beaucoup de conseils d'administration vont être amenés à s'opposer à ces propositions.

Enfin, le SE-Unsa se réjouit de la décision de Madame la Rectrice d'accorder finalement une DHG au collège Jean Moulin. Le fait de ne pas avoir prévu cette DHG dans le premier document a créé un immense sentiment d'abandon chez nos collègues de Jean Moulin, déjà bien mis à mal par cette situation inédite en termes d'absence de communication, d'anticipation et tout simplement de respect de la part du Conseil Départemental. Savoir que l'inspection prévoyait la fermeture du collège avant même le vote du Conseil Départemental a été extrêmement douloureux pour nos collègues.

Alors avec ce retournement de situation, même si nous sommes bien conscients que la bataille est encore loin d'être gagnée, c'est là un geste fort adressé au CD28.